

Appel international pour Baruch Spinoza

Pour la liberté de philosopher : il faut réintégrer Spinoza, Marx, Gramsci et les penseurs critiques dans les programmes des lycées italiens

Le 23 avril 2026, le ministère italien de l'Instruction et du Mérite a rendu publiques de nouvelles « *Indicazioni Nazionali per i Licei* ». Derrière ce texte technique se cache une décision lourde de sens : la marginalisation, voire la disparition, du canon des auteurs enseignés en Philosophie de Penseurs aussi fondamentaux que **Spinoza, Karl Marx, Antonio Gramsci, Leibniz, Fichte** ou **Schelling**.

Nous, universitaires, enseignants, chercheurs et citoyens attachés à la liberté de penser, demandons solennellement au gouvernement italien de renoncer à cet appauvrissement du canon philosophique et de réintégrer pleinement ces auteurs dans les référentiels nationaux.

En 1670, **Spinoza** publiait le *Tractatus theologico-politicus*. Il y défendait la Liberté de Philosopher contre les partisans d'un pouvoir monarchique et d'une théologie intolérante, adversaires du pluralisme des opinions, des croyances et de la libre recherche en philosophie comme dans les sciences. **Spinoza** y affirmait que la tentative de réduire au silence la Liberté de Penser est contraire au bien commun, finit par attiser la haine, et que c'est au contraire cette liberté qui garantit la paix et la sécurité de l'État.

Retirer **Spinoza** des programmes, ce n'est pas simplement priver des générations de lycéens d'un chapitre d'histoire de la Philosophie. C'est les priver de l'auteur même qui a posé, avec la plus grande rigueur, les fondements théoriques de la **Laïcité** et de la **Liberté de Conscience**.

Spinoza n'est pas la seule victime de ce gouvernement. Priver les lycéens de **Marx**, de **Gramsci**, mais aussi de **Hobbes, Locke** et **Rousseau** dont l'importance est relativisée, c'est affaiblir leur capacité à interroger le monde tel qu'il est, plutôt qu'à le subir tel qu'on le leur présente. Le cas d'**Antonio Gramsci** est plus révélateur encore : hier Penseur italien emprisonné par le régime fasciste, aujourd'hui le gouvernement **Meloni** veut l'effacer des mémoires, de surcroît, au moment même où la place de **Giovanni Gentile**, Philosophe officiel du Régime mussolinien se trouve renforcée dans ces mêmes référentiels.

Ce qui se joue en Italie ne peut être dissocié d'une tendance plus large que l'on observe, sous des formes variées, partout où l'extrême-droite accède au pouvoir. Aux États-Unis, l'Administration **Trump** a multiplié les offensives contre l'enseignement de la « *Théorie critique de la race* », interdit des ouvrages dans les bibliothèques scolaires, et fait pression sur les universités pour qu'elles renoncent à des programmes jugés trop progressistes, sous peine de sanctions financières.

En Argentine, **Javier Milei** a engagé des coupes budgétaires drastiques dans l'Enseignement supérieur et la Recherche publique, tout en multipliant les attaques rhétoriques contre les sciences sociales qu'il qualifie de vecteurs d'« *endoctrinement collectiviste* ». En Hongrie, Viktor Orbán a poussé hors du pays la Central European

University, restreint l'autonomie des universités publiques et fait interdire l'enseignement des études de genre.

À chaque fois l'extrême-droite tente de réécrire le canon éducatif et académique pour affaiblir les outils de la pensée critique, présenter comme « *idéologique* » ou « *partisan* » tout savoir qui interroge les rapports de domination, et redéfinir ce qu'une nation doit retenir de son propre héritage intellectuel. Le retrait de **Spinoza** – Philosophe de la Tolérance – et de **Marx** et **Gramsci** – Philosophes de la critique sociale – des lycées italiens s'inscrit dans cette même dynamique, quelle que soit la manière dont on la qualifie officiellement.

L'enjeu dépasse donc le seul cas italien. Il concerne la Liberté académique et la Liberté d'enseignement comme biens communs universels, que les Constitutions démocratiques, y compris la Constitution italienne elle-même, ont vocation à protéger. Une école qui n'ose plus transmettre les Penseurs qui dérangent, qui interrogent l'ordre établi ou qui défendent la tolérance contre l'intolérance, n'est plus une école qui forme des citoyens libres : elle devient un instrument de reproduction idéologique.

Nous demandons donc au ministère italien de l'Instruction et du Mérite :

1. De réintégrer pleinement et explicitement **Spinoza, Leibniz, Fichte, Schelling, Marx** et **Gramsci** dans le canon des auteurs de référence des « *Indicazioni Nazionali per i Licei* » ;
2. De garantir, dans la lettre comme dans l'esprit du texte, la liberté effective des enseignants de construire des parcours pédagogiques fondés sur la diversité et la richesse de la Tradition philosophique, sans pression implicite exercée par les éditeurs de manuels ou par l'architecture même des référentiels ;
3. D'ouvrir un véritable dialogue avec la Communauté philosophique et enseignante, au-delà d'une consultation à choix fermés qui ne permet pas l'expression d'un désaccord argumenté.

La Philosophie appartient à quiconque veut apprendre à penser par soi-même. C'est cette liberté-là que nous entendons défendre.
--

Premiers Signataires :

Benoît SCHNECKENBURGER (Professeur de chaire supérieure, Président de la Fédération Nationale de la Libre Pensée, FR) ; **Ricardo ALVES** (Professeur, PORTUGAL) ; **Isabelle d'ARTAGNAN** (historienne associée à Sorbonne Université, Présidente de l'IRELPA, FR) ; **Nicole AURIGNY** (Professeur honoraire de Lettres Classiques, FR) ; **Sylvie BRODZIAK** (Professeure émérite de littérature, FR) ; **Victor CORREIA** (Professeur, PORTUGAL) ; **Clarisse DELALONDRE** (Chercheuse et syndicaliste, FR) ; **Clément Denuit** (Professeur de philosophie, FR) ; **Christian EYSCHEN** (Porte-parole de l'Association Internationale de la Libre Pensée, FR) ; **Emmanuel FAYE** (Professeur émérite de philosophie, FR) ; **Pierre GALAND** (Sénateur honoraire, BELGIQUE) ; **Isabelle GARO** (Professeure de Philosophie, FR) ; **Annie IBRAHIM** (Professeure de Philosophie, FR) ; **Heiner Jestrabek**,

historien - ALLEMAGNE) ; **Stathis KOUVELAKIS** (Philosophe - King's College de Londres de 2002 à 2020, GRANDE BRETAGNE) ; **Frédéric LORDON** (Chercheur CNRS, FR) ; **Maria MANTELLO** (Professeur de Philosophie- ITALIE) - **Cornélie MATHYS** (Historienne, BELGIQUE) ; **Noëlle MONIN** (Enseignante-chercheuse en sciences de l'éducation, FR) ; **Rik PINXTEN** (Professeur des Universités, BELGIQUE) ; **Georges SAAD** (professeur de philosophie du droit, LIBAN) ; **Livia PROFETI** (Chercheuse, FR) ; **Jean-Marc SCHIAPPA** (Docteur en Histoire, Prix Guizot de l'Académie française 2023, FR) ; **Charles SUSANNE** (Professeur des universités, BELGIQUE) ; **Yves VARGAS** (Philosophe, FR).

Je m'associe à cet *Appel* sous l'égide de l'Association Internationale de la Libre Pensée :

Signer sur : [Tribune Petition / Spinoza | Framaforms.org- 1788241929](#)

(Surligner le lien et faire un clic droit : *ouvrir le lien hypertexte* pour accéder à l'*Appel* et pour signer)